

**FEDERATION DES ALPES MARITIMES**  
**9 RUE DE BISCARRA 06000 NICE**  
**Tel/Fax : 04.93.92.44.59**

## **SECTION NICE 9**

### **DEBAT PARTICIPATIF DU 19 JANVIER SUR L'EDUCATION**

#### **1 – PROPOSITION**

La section émet le vœu que l'éducation soit l'objet d'une réforme très importante et prioritaire. La réalisation et la réussite de cet objectif nécessitent un effort sur la méthode et le calendrier. La méthode doit être participative, c'est à dire qu'elle doit associer TOUTES les parties prenantes (par exemple y compris les élèves et les entreprises) dans une délibération initialisée par des axes de travail définis par la Présidence et son Ministère en charge de l'éducation. Un écueil à éviter : dresser les groupes les uns contre les autres. Le calendrier doit être court (6 mois maximum) pour aboutir à des réformes à mettre en place en 2008. Il ne s'agit surtout pas de mettre en place une pseudo consultation du style grand débat sur l'éducation lancé par l'actuelle majorité.

La section estime qu'il sera très important d'impliquer les Associations dans le futur service public de soutien scolaire. La supervision de ce service restant du domaine de l'Education Nationale.

Des priorités sont sans doute à définir pour le débat, la section estime que ces priorités doivent être la Petite Enfance et le Collège.

#### **2 – SYNTHÈSE DU DEBAT AYANT MENE A LA PROPOSITION**

Le thème de la réunion a été introduit par Hervé Dupont, secrétaire fédéral à l'Education.

Hervé rappelle le succès du débat public de Carros sur ce thème de l'Education qui a rassemblé 170 personnes. Hervé rappelle l'importance de l'éducation pour les socialistes, elle doit redevenir la première des priorités. Le constat actuel est que l'ascenseur social est en panne et il faut donc le remettre en route. Au cours du débat Hervé insiste en particulier sur la nécessité de poser le sens de l'éducation et note qu'il s'agit là d'agir sur les mentalités. Est-ce que ne pas arriver en classes préparatoires est un signe d'échec scolaire ? Il insiste également sur le contrôle scolaire de l'apprentissage, sur la nécessité d'instaurer le travail en équipes pour les profs en commençant par les zones prioritaires. Travailler sur la Petite Enfance est capitale pour la suite.

Michelle (conseillère municipale) s'interroge sur la massification et pense qu'on ne l'a pas réussie. Le moule unique du collège a permis à des catégories défavorisées d'accéder au lycée mais un certain nombre d'enfants auraient plutôt besoin d'un accès à une formation à orientation plus professionnelle. Elle propose qu'à la fin de la 6ième ou en 4ième on donne la possibilité à certains élèves de choisir une orientation d'apprentissage

professionnel, avec la possibilité ensuite de reprendre des études. Elle note la démobilisation de certains enseignants en ZEP confrontés à une demande d'éducation au détriment de l'enseignement. Michelle s'interroge également sur la bivalence, les horaires, la charge de travail qui lui semblent devoir être des questions à traiter en fonction des matières et non de façon générale. Concernant la question des profs « en souffrance » elle propose que des passerelles soient créées pour leur permettre une évolution vers d'autres secteurs de la Fonction Publique. Michelle se dit convaincue que dans les collèges les enseignants sont demandeurs de changement mais que c'est moins vrai pour les lycées.

Claude partage le diagnostic de Michelle mais considère que sa proposition sur l'apprentissage est secondaire et marginale pour réformer le Collège. Pour lui la vraie réponse réside dans une réelle diversification des programmes, des horaires, des objectifs et des méthodes de travail, tout en ne renonçant pas au tronc commun. La réforme devra partir d'un diagnostic partagé, d'ailleurs déjà pratiquement atteint, mais surtout d'un travail sur les réponses qui ne pourra être mené à bien qu'en renonçant à dresser les gens les uns contre les autres.

Christiane estime que le collège unique est resté une fiction et n'a jamais été vraiment mis en place. Elle estime que les explications actuelles de l'échec scolaire basé sur certaines méthodes d'enseignement (ex : la lecture) sont de la diversion, que le problème est le passage d'élèves en classe supérieure sans avoir acquis les bases et que donc la vraie question est celle du soutien à apporter aux élèves en difficulté.

Dominique constate l'échec de la démocratisation de l'enseignement, en dépit d'avancées indéniables. Il relève qu'une réforme de l'apprentissage nécessiterait de revoir la législation du travail. Il insiste sur une idée forte : il faut aller vers l'individualisation de l'enseignement bien que cela puisse sembler contradictoire avec la massification. Il dit que nous avons besoin d'une réflexion globale sur l'école, y compris l'appareil de l'Education Nationale, rôle des inspecteurs, missions des profs,... Il explique la tendance, à contrecarrer, à cumuler tous les handicaps scolaires (sociaux, psychiques, physiques,...) sur les mêmes zones. Il insiste lui aussi sur la nécessité de ne pas dresser les gens les uns contre les autres. Dominique pense qu'un bon pilote (choix du ministre) est nécessaire pour aboutir à un diagnostic partagé, avant toute décision.

Yannick rappelle que la possibilité de l'apprentissage dès 14 ans existe déjà mais que son implémentation est totalement incohérente. Pour lui il faut dire que les 20% d'élèves actuellement en échec scolaire ne peuvent pas être traités avec les mêmes moyens et les mêmes méthodes que les autres.

André approuve et complète les dires de Yannick, il informe que par exemple en Suisse les classes composées d'élèves en difficulté ont des effectifs deux fois moindres que les classes normales. S'attaquer à l'échec scolaire coûte cher.

Michelle (secrétaire de section) lit une lettre d'un camarade n'ayant pas pu venir à la réunion. Elle est extrêmement critique vis à vis du corps enseignant et relate un certain nombre d'expériences malheureuses dans les rapports de ce camarade avec l'institution enseignante. L'assemblée relève que ce genre de critique est malheureusement courant dans l'opinion mais qu'il est dommage de généraliser à partir d'une expérience individuelle, des modifications sont à apporter dans la gestion du corps enseignant mais cela ne peut pas se faire sans lui et en le stigmatisant.

Christian relève que beaucoup de propositions intéressantes sont faites dans la soirée mais que la méthode comptera au moins autant que l'objectif pour réussir à réformer. Il ne faut pas décréter d'en haut mais associer tous les partenaires dans la réflexion et la délibération. Il insiste également sur le soutien scolaire et le rôle du mouvement associatif dans ce soutien.

